

Vivre avec une Amérique de «cinglés»

PAR FRANÇOIS BONNET
ARTICLE PUBLIÉ LE MARDI 13 OCTOBRE 2020



Meeting de Trump dans l'enceinte de la Maison Blanche, le 10 octobre. © (capture d'écran)

C'est l'un des adjectifs préférés de Trump, qu'il ne réserve pas qu'à Biden « *Joe le cinglé* ». Ce mot peut aussi résumer l'état d'une société américaine qui bascule dans un extrémisme enragé, au nom de Dieu et d'un messianisme blanc et dominateur. Vingt ans de guerres ininterrompues ont remodelé en profondeur l'Empire américain pour en faire un « *État voyou* ».

Qu'il soit réélu ou non le 3 novembre, Donald Trump a déjà remporté quelques grandes victoires. La principale ? À la différence de bien d'autres présidents, le bilan de son mandat à la Maison Blanche sera largement irréversible. Le souhait de nombreux alliés des États-Unis et électeurs de Joe Biden d'en finir une bonne fois avec Donald Trump, d'en effacer toute trace, est un vœu pieux.

Ils aimeraient se rassurer, se dire qu'après ce pénible intermède de quatre ans, tout va reprendre *as usual*. Ils se trompent. Le retour au « monde d'avant » n'aura pas lieu.

Car même battu, Trump aura fait surgir en pleine lumière et renforcé avec succès cette Amérique jusqu'alors reléguée derrière le décor. Les deux mandats courtois de Barack Obama – dont le bilan politique, bien mince, s'est lui révélé réversible – avaient endigué et même masqué les évolutions lourdes d'une société américaine où le pire est désormais la norme.

Trump incarne magnifiquement ce pire. Il a libéré la parole boueuse de larges pans de la société soudain promus au centre de la table. Cette Amérique-là existe, massivement, et elle ne retournera pas au fond du placard si Trump est battu. Son mantra est « Dieu,

les armes à feu, l'argent ». Son ignorance la projette dans un complotisme aigu. Son patriotisme dévoyé la mène à un militarisme fanatique. Sa vulgarité individualiste demeure le carburant d'un racisme et d'une xénophobie revendiqués.



Un rassemblement des Proud Boys, une milice de suprémacistes blancs, le 26 septembre 2020, à Portland, Oregon. © Nathan Howard/Getty Images/AFP

Le problème est ainsi moins Donald Trump que cette Amérique qui lui préexistait et ne fait, depuis vingt ans, que gagner en puissance. En 2008, les Européens observaient, atterrés, l'émergence de Sarah Palin. Égérie du Tea Party, porte-voix de l'aile ultra du parti républicain, elle allait même réussir à être la colistière de John McCain, candidat à la présidence. Elle fut un soutien enthousiaste de Donald Trump dès son annonce de candidature en 2016.

L'alerte était bien là, dès ces années 2000, d'une société américaine basculant pour une bonne part dans un extrémisme enragé, au nom de Dieu, au nom d'un messianisme américain, blanc et dominateur, sur fond d'une ignorance crasse du monde et de ses enjeux.

L'Europe et le monde regardent les États-Unis à travers ses élites sophistiquées, souvent démocrates, créatives, mondialisées et *successful*. Et ils décryptent la vie de « *l'Empire* » en lisant les grands médias des côtes est et ouest, *New York Times*, *Washington Post*, *Los Angeles Times*, ainsi que ses revues de prestige, *New Yorker*, *Atlantic monthly*, *Foreign Policy* et autres.

Ce sont trop souvent des filtres magiques où bien-pensance, élégance et contentement de soi permettent de tenir au loin les questions trop désagréables. Et cela toujours au nom de l'« *exceptionnalisme* » américain et de sa mission universelle. De fait, ces élites et leurs médias demeurent eux aussi convaincus que

l'Amérique, unique superpuissance de la planète, a le devoir de façonner le monde, au moins de lui dire ce que sont le Bien et la norme.

Les néoconservateurs de George W. Bush l'ont fait par la guerre. Les démocrates à la Hillary Clinton ont préféré la coercition économique. Donald Trump a emprunté aux deux, à sa façon, transformant les États-Unis en un « *État voyou* » menaçant le monde et y multipliant les désordres.

Ce constat est fait de longue date par de nombreux experts américains des relations internationales. L'Amérique de Trump ? « *A rogue superpower* », répond Robert Kagan, qui fut pourtant au début des années 2000 le chef de file des néoconservateurs, avant de soutenir Hillary Clinton en 2016. « *Le monde de Trump est une lutte de tous contre tous. Il n'y a pas de relations basées sur des valeurs communes. Il n'y a que des transactions déterminées par la puissance. C'est le monde qui, il y a un siècle, nous a apporté deux guerres mondiales* », écrit-il **dès 2018**.

En septembre 2003, George W. Bush déclarait sur Fox News, alors qu'il s'apprêtait à recevoir Jacques Chirac : « *Je lui rappellerai – et il m'entendra – que l'Amérique est une nation bonne, authentiquement bonne.* » C'est ce que notait déjà le spécialiste Pierre Hassner quand il parlait de « *cette conviction puritaine de la coïncidence entre l'intérêt propre des États-Unis et celui du Bien* ».

Le tout récent **éditorial du *New York Times***, appelant solennellement à voter Joe Biden le 3 novembre, brandit ce type d'argument : « *M. Biden s'est engagé à "restaurer l'âme de l'Amérique". Il est bien placé pour relever ce défi.* » La veille, le candidat démocrate, après avoir bruyamment fait savoir qu'il « *priaît* » pour le rétablissement de Trump, s'engageait une fois de plus à « *restaurer le leadership moral de l'Amérique* » sur le monde.

Au lendemain de sa victoire de 2016, nous avons **qualifié de « 11-Septembre politique »** l'élection de Donald Trump pour souligner combien elle constituait « *un séisme aux conséquences durables* » qui concernait le monde entier. Quatre ans plus tard, les conséquences sont bel et bien là. Et les questions

désagréables doivent être posées plus fortement encore sur la nature du régime états-unien, la polarisation extrême de sa société, la mutation monstrueuse d'une large partie d'entre elle.

Trump adore user des adjectifs « *cinglé* », « *cintré* », « *dingue* », « *folle* », « *dément* », « *décérébré* » pour désigner le camp démocrate, les « *socialistes* » et les nouvelles figures de ce bouillonnement des nouvelles gauches américaines. « *Joe le cinglé* » (Biden) et « *Nancy la folle* » (Pelosi) reviennent en boucle. Cette psychiatrisation du débat public et politique serait de peu d'intérêt si certains de ces adjectifs ne venaient pas résumer abruptement plusieurs réalités états-uniennes.

Un « mythe américain » devenu cauchemar

Car c'est bien le sentiment d'avoir affaire à une société de « *cinglés* » qui surgit en premier quand on observe ces foules qui ont fait de Trump leur surhomme. Les évangéliques et « *Christians born again* » qui voient le choix de Dieu dans la moindre porte qui claque ; les milices armées qui préparent la guerre civile car l'ennemi se planque dans le box de parking ; les habitants des *suburbs* blancs engloutis dans un racisme paranoïaque ; les suprémacistes blancs qui rêvent du Ku Klux Klan ; les classes moyennes qui se vivent assiégées par un monde hostile qui veut détruire leur Amérique.

(Ci-dessus la vidéo officielle de Donald Trump revenant à la Maison Blanche, le 6 octobre, après son hospitalisation.)

Cette société de « *cinglés* » a son système d'information où elle s'abreuve de faits alternatifs, de post-vérités et de visions complotistes en tout genre. Fox News et le site Breitbart News en sont les vaisseaux amiraux. Derrière eux, des centaines de sites ultras, de radios et télévisions et des milliers de pages Facebook achèvent de construire ce monde parallèle.

Ils ne sont d'ailleurs pas les inventeurs des post-vérités. Dès 2004, alors qu'il mettait le Proche-Orient à feu et à sang, George W. Bush faisait campagne pour sa réélection avec cette phrase : « *Grâce à nous,*

l'Amérique va de l'avant en étendant la liberté et la paix dans le monde » (citée par Seymour Hersh dans son livre *Dommmages collatéraux*).

Juste deux exemples – et ce ne sont pas les pires. Il y a quelques jours, sept membres d'un groupe paramilitaire ont été inculpés : ils se préparaient à prendre d'assaut le Parlement du Michigan et voulaient déclencher « *une guerre civile* ». Six autres miliciens d'extrême droite ont été arrêtés alors qu'ils s'apprêtaient à kidnapper la gouverneure démocrate de cet État. Il y a quelques mois, Trump avait appelé à « *libérer le Michigan* ».

Cette autre anecdote, rapportée par le journaliste américain **Thomas Frank** dans un texte publié par *Le Monde diplomatique* : « *Dans un restaurant proche de mon domicile de Kansas City, entre un client coiffé d'un grand chapeau rouge arborant le nom de Trump mais dépourvu de masque de protection. Lorsque le garçon (payé 8,50 dollars de l'heure) prie le client de se couvrir la bouche et le nez, ainsi que le demande le règlement, ce dernier soulève son tee-shirt pour montrer au serveur qu'il porte un pistolet.* »



Prières pour Donald Trump à l'université Liberty (Virginie), fondée par le télévangéliste Jerry Falwell. © AFP

Comment expliquer une dérive aussi massive de la société états-unienne et un « *mythe américain* » devenu cauchemar ? De nombreuses analyses, pertinentes, ont été avancées. Mais l'une d'elles, importante, demeure largement ignorée ou minorée. Après vingt années de guerres ininterrompues sur la planète, la société américaine serait comme dans un état grave de **stress post-traumatique**. Cela aide à expliquer les manifestations proprement délirantes d'une partie de sa classe politique et de sa population. Et éclaire d'un jour nouveau le « *parler Trump* ».

Dans le **magazine *The Nation***, le journaliste Andrew McCormick vient de publier un long témoignage titré « *Comment l'Amérique s'est retournée contre elle-même* ». Témoignage, car McCormick a cette particularité d'être un « *vétéran* » de l'US Navy. Il a servi durant sept ans et a été envoyé en Afghanistan, dans l'Afrique de l'Est et en mer de Chine méridionale.

« *Les Américains ont compris implicitement que nos guerres nous ont changés*, écrit McCormick. *C'est comme si la guerre – et tous les symboles, les mots et la violence qui lui sont associés – s'était infiltrée par nos pores et incrustée au plus profond de nos os. Cet automne, alors que la guerre contre le terrorisme entre dans sa vingtième année, il semble que nous ayons trouvé nos ennemis chez nous. Nos guerres nous ont rendus "accros" à la force, et avec le discours de guerre civile maintenant sur les lèvres de tant d'Américains, cette dépendance pourrait bien nous détruire.* »

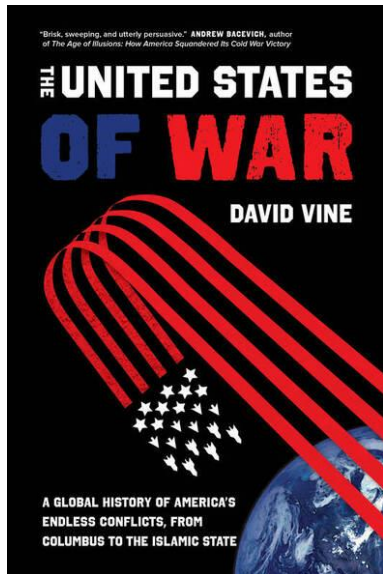
McCormick, qui dit ne plus vraiment reconnaître son pays, décrit une « *esthétique militariste* » qui envahit l'espace. Il note que la production du fusil de guerre M16, en vente libre, est passée de 100 000 unités en 2004 à « *plus de 2 millions en 2016* ». Les mots de la guerre ont pris place dans les propos politiques, ceux de Trump et de ses électeurs. Les militants de Black Lives Matter sont traités de « *terroristes* ». Il faut les « *éliminer* », les « *écraser* ».

« **Ces guerres ont contribué au déclin de notre culture démocratique** »

« *Les guerres américaines n'ont servi à rien dans l'ensemble, si ce n'est à déstabiliser des pans entiers du globe et à enrichir les entreprises américaines avec des contrats militaires*, note également McCormick. *Beaucoup de gens sont morts, et pour quel monde meilleur ?* » Une nouvelle formule s'est installée chez de nombreux experts de la politique extérieure et de défense américaine : les « *forever wars* », les guerres perpétuelles.

L'expression donne l'ampleur de ce que vit la société américaine. Depuis 2001, les États-Unis n'ont cessé d'être en guerre et engagés simultanément dans de multiples conflits : Afghanistan, Pakistan, Irak,

Yémen, Syrie, Libye, Sahel... « *Ces conflits ont coûté des milliers de milliards de dollars nécessaires pour des priorités urgentes ici chez nous. Ils ont contribué au déclin de notre culture démocratique et de nos institutions. Ils ont ouvert la voie à l'horrible division de Trump* », **notait en janvier** Elizabeth Warren, candidate défaite à la primaire démocrate.



Depuis le 11 septembre 2001, plus de 2,7 millions de soldats américains ont été engagés dans ces conflits. « *Ces deux dernières décennies, l'armée US s'est battue dans au moins vingt-deux pays* », écrit David Vine, qui a publié ce mois d'octobre un livre retentissant, *United States of War* (**de larges extraits peuvent être lus ici**). Cet **anthropologue et sociologue** de l'American University de Washington travaille depuis des années sur l'appareil de défense américain et ses liens avec la société.

« *En vingt ans, ces guerres ont tué 15 000 militaires américains, écrit David Vine, des centaines de milliers sont rentrés blessés, amputés, en proie au stress post-traumatique et à d'autres troubles mentaux ou physiques. En 2018, 1,7 million de vétérans ont déclaré des handicaps liés à leurs engagements sur les terrains de combats.* »

Le propos de David Vine est d'expliquer comment les États-Unis, depuis l'Indépendance, n'ont cessé de se construire et d'avancer par la guerre, le militaire

campant au cœur du projet politique américain pour le renforcer, l'imposer parfois. Et il est vrai que depuis le XVIII^e siècle la liste des conflits est presque infinie.

Un autre livre, roman cette fois-ci, raconte l'un des conflits fondateurs des États-Unis, la guerre américano-mexicaine de 1846-1848 après l'annexion unilatérale du Texas. Dans *Crépuscule sanglant* (2019, éditions Gallmeister), James Carlos Blake souligne la sauvagerie de l'armée américaine. Une sauvagerie telle que des soldats irlandais allaient massivement désertier et se joindre à l'armée mexicaine pour y fonder « *le bataillon des Patriciens* », encore honoré chaque année à Mexico. À sa lecture, on ne peut pas ne pas penser à l'Irak, aux torturés d'Abou Ghraib et de Guantánamo, aux prisons secrètes de la CIA.

Pourtant, note David Vine, ce qui se passe depuis 2001 est d'une échelle et d'une nature différentes. Parce que ces guerres sont construites sur le mensonge (l'Irak), sur la dissimulation. Parce qu'elles ne se sont soldées par aucune victoire et parce qu'elles « *ont transformé le monde en un champ de bataille sanglant* ».

En 2002, George W. Bush soulignait l'importance d'avoir un appareil militaire « *prêt à frapper à tout moment dans n'importe quel recoin sombre du monde* ». En 2016, Donald Trump paraît prendre le contre-pied, semblant renouer avec une politique isolationniste et promettant le « *retour à la maison* » des troupes de l'US Army.

Rien de cela ne s'est passé. Le « *America First* » de Trump n'a jamais été un « *America back home* ». Il a justifié bien au contraire des crises diplomatiques en cascade : alliés européens vilipendés ; accords internationaux déchirés ; guerres commerciales assumées. Un temps, son éphémère conseiller John Bolton, néoconservateur enragé, a même plaidé pour trois nouvelles guerres simultanées : contre le Venezuela, l'Iran et la Corée du Nord.

Car derrière cette diplomatie agressive et des discours martiaux chauffant à blanc sa base électorale, Donald Trump a été le plus grand ami et pourvoyeur de contrats du complexe militaro-industriel. Ce fameux « *complexe* », dénoncé dès 1961 par le président

Dwight Eisenhower, qui mettait en garde contre « la montée en puissance désastreuse de son influence » (son discours ici).

Avec Trump, l'industrie militaire a pris les commandes du Pentagone, pour développer de nouveaux systèmes d'armes, relancer la course aux armements nucléaires et faire exploser les budgets. Près de la moitié des hauts responsables du ministère de la défense sont directement liés aux entreprises militaires, rappelle le journal *Politico*.

C'est sous Trump, en 2018 et 2019, que le budget de la défense a largement dépassé le seuil des 700 milliards de dollars. L'an dernier, sur les 2 000 milliards de dollars de dépenses militaires dans le monde, les États-Unis pesaient 732 milliards de dollars (38 % du total). Bien plus que les dépenses réunies de la Chine, de l'Inde, de la Russie et de l'Arabie saoudite (459 milliards de dollars).



La base militaire de Diego Garcia, dans l'océan Indien, l'une des plus importantes de l'armée américaine. © (US Navy)

David Vine, dans son livre *United States of War*, a fait les comptes. Les États-Unis continuent à entretenir 800 bases et implantations militaires dans 85 pays. 225 000 personnels y sont déployés (les statistiques officielles complètes sont ici). « Les guerres que notre gouvernement a engagées depuis 2001 auraient été beaucoup plus difficiles à mener sans ce réseau de bases d'une ampleur sans précédent, note l'auteur.

Ces bases ont bien souvent engendré des guerres, qui ont à leur tour engendré de nouvelles bases, et ainsi de suite. »

« Moi aussi j'ai un bouton nucléaire »

Quel rapport, pourrait-on dire, entre cette hyperpuissance militaire sans précédent et cette partie de la société américaine rendue « cinglée » ? Donald Trump justement, qui se doit d'alimenter sans cesse l'incendie auprès duquel se chauffe sa base électorale. Un tweet – mais il en est des milliers d'autres – résume le risque auquel le 45^e président expose le monde :

Au leader nord-coréen qui se vantait de disposer d'un bouton nucléaire sur son bureau, Trump répond en s'adressant à ses fans : « *Quelqu'un pourrait-il lui dire que j'ai moi aussi un bouton nucléaire, mais qu'il est beaucoup plus gros et plus puissant que le sien, et que mon bouton fonctionne !* »

C'est avec cette Amérique-là, avec ou sans Trump, que nous allons devoir continuer à vivre. Les optimistes remarqueront que Biden s'est engagé à ramener les États-Unis dans l'Accord de Paris sur le climat, qu'il veut reprendre la « diplomatie du nucléaire avec l'Iran » et rétablir la relation transatlantique avec l'Europe. Des propos flous quand, dans le même temps, le candidat démocrate expliquait qu'il maintiendrait l'ambassade des États-Unis à Jérusalem (Trump avait ordonné son transfert de Tel-Aviv) et n'envisageait pas de réduire le budget de la défense.

« *La politique extérieure des États-Unis commence à la maison* », a expliqué Joe Biden. Et la maison est habitée de furieux. Dopés par quatre années de trumpisme, ils entendent bien d'une manière ou d'une autre continuer à en occuper toutes les pièces.

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Direction éditoriale : Carine Fouteau et Stéphane Alliès

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, François Vitrani. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart, Société des salariés de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 24 864,88€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.